



{ RENCONTRES DE LA CULTURE }

La participation et la diversification des publics sont apparues comme une des priorités des Rencontres de la Culture organisées mardi par la Métropole et la Ville de Rouen. Moment de restitution de quatre ateliers lancés à l'automne 2015, ces rencontres étaient les premières organisées à l'échelle des 71 communes de la Métropole. Le territoire est composé, outre de la ville centre de Rouen particulièrement pourvue en lieux patrimoniaux, d'un tissu de communes plutôt bien équipées en structures de spectacles. Cinq collectivités comptent plus de 20.000 habitants avec au moins un théâtre, ce qui n'interdit pas aux autres moins peuplées d'être également dotées, héritage d'un clivage politique où les communes périphériques souvent à gauche, mettaient un point d'honneur à proposer une offre culturelle lorsque Rouen concentrait les lieux de prestige.

En 2016, le bilan est quantitativement « *remarquable* » note Frédéric Sanchez, président de la Métropole, maire (PS) du Petit-Quevilly, l'une des communes de la rive gauche. Ce qui ne l'empêche pas de signaler « *les risques d'échec* » et une

préoccupation : « *la démocratisation imparfaite* » de l'offre culturelle, une « *question centrale* ». Le président fait le lien avec une inquiétude : « *La remise en cause profonde de l'idée de service public de la culture, attaquée de toute part, de plus en plus violemment* » et « *la résurgence très puissante des nationalismes extrêmes* », exprime Frédéric Sanchez.

Pour lutter contre les extrémismes, le passage par les salles de spectacle n'est pas acquis. Les ateliers préparatoires aux Rencontres de la Culture ont montré qu'une grande partie de la population « *ne se sent pas concernée* » pour des raisons géographiques, sociales, de coût, de handicap... Sur le demi million d'habitants de la Métropole, un quart ne fréquente aucun lieu de culture. La moitié vit la culture d'une façon occasionnelle. Seul, un autre quart est un multi pratiquant. Nette évolution du message des élus, l'épineuse question des budgets n'est plus traitée par des circonvolutions de langage. Les années de vaches maigres se compteront peut-être en décennies. Les artistes, les créateurs, les producteurs, les prescripteurs, semblent avoir intégré cette dimension et militent pour des lieux de mutualisation. Manuel Chesneau, initiateur du projet « *trans artistiques* » intitulé DATA, soutient qu'il n'y a plus un seul modèle économique « *mais un ensemble de pistes* ». Parler de mécénat et de financements privés n'est pas tabou, pas plus que faire converger le travail d'une start-up avec celui d'un créateur.

La Métropole devra encore répondre à la délicate question de l'intégration de la culture dans ses compétences. Elle ne l'exerçait que sur des lieux (Zénith, Cirque-Théâtre d'Elbeuf...) et n'intervient que partiellement pour le fonctionnement (Conservatoire, Opéra). Le grand bouleversement date de 2016 avec la création d'une Réunion de Musées Métropolitains dotée d'un budget de 10M€, par le transfert des musées de la ville de Rouen et de ceux du Département. Pas question pour l'instant d'aller plus loin, a exprimé David Lamiray, vice-président de la Métropole en charge de la Culture, maire (PS) de Maromme. L'enjeu d'une prise de compétence serait autant financier que politique pour chacune des 71 communes. L'exemple des enseignements artistiques en est une illustration. Le conservatoire de Rouen à rayonnement régional avec ses 1.300 élèves est secoué par une crise provoquée par l'augmentation de ses tarifs. Les familles se tournent vers la Métropole, mais son président rappelle qu'il y a 10.000 inscrits dans toutes les écoles consacrées à ces enseignements sur son territoire.

Etienne Banzet